Le capitalisme moderne et la planification : Réflexions sur l'expérience française

Modern Capitalism and Planning : Some Thoughts on French Experience

Bernard Solasse

Volume 22, numéro 2, 1967

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/027781ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/027781ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Résumé de l'article

Loin de contredire la « logique » d'une économie capitaliste, la planification souple peut, au contraire, renforcer les conditions d'une croissance soutenue et harmonisée et corriger partiellement les déséquilibres et les tensions nécessairement liés au développement.

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Solasse, B. (1967). Le capitalisme moderne et la planification : Réflexions sur l'expérience française. *Relations industrielles / Industrial Relations*, 22(2), 216–240. <https://doi.org/10.7202/027781ar>

Le capitalisme moderne et la planification : Réflexions sur l'expérience française

Bernard Solasse

Loin de contredire la « logique » d'une économie capitaliste, la planification souple peut, au contraire, renforcer les conditions d'une croissance soutenue et harmonisée et corriger partiellement les déséquilibres et les tensions nécessairement liés au développement.

Diversité des expériences de planification

La diversité des expériences en cours engage à parler de la planification non au singulier mais au pluriel.

Bien que tout plan de développement économique s'articule autour de deux dimensions essentielles, les objectifs et les moyens, liées dans un ensemble de perspectives pour l'action, il convient, cependant, de distinguer trois modèles principaux de planification: le modèle socialiste, le modèle occidental et le modèle aux contours plus mal définis, utilisé dans certains pays en voie de développement. Cette distinction, comme les différences accusées existant entre les expériences relevant d'un même modèle, correspondent à la diversité des conditions, surtout d'ordre économique et politique, présidant à l'élaboration et à l'exécution du plan. Nous énumérerons rapidement quelques-unes de ces conditions parmi les plus déterminantes: Le niveau de développement atteint; les ressources disponibles; la répartition du pouvoir économique entre les groupes et les classes; le rôle, l'influence et les fonctions économiques de l'Etat et surtout la vision de l'avenir qu'il s'agit de promouvoir, vision qui se mesure en termes de civilisation et qui implique le refus d'abandonner la détermination des finalités de l'expansion au libre jeu des mécanismes du marché et à l'affrontement des groupes pour en faire l'objet de choix conscients et assumés collectivement lorsque la planification est conçue dans une perspective démocratique. Ces finalités, qu'expriment les objectifs des plans successifs, résultent d'une confrontation permanente

entre une vision optimale et valorisante de l'économie à promouvoir et le champ des possibilités ouvertes dans une situation donnée et à une date donnée.

L'expérience française de planification est la plus ancienne et la plus achevée en Occident. Au-delà des conditions caractéristiques particulières de l'économie française, son examen permet de mieux saisir les principales dimensions du modèle de planification occidental, son enjeu et ses limites.

Ce faisant, il ne s'agit nullement de justifier le « modèle occidental de planification » ni de préconiser une transposition mécanique du plan français au Canada, mais de prendre conscience de l'apport et des limites du plan dans une économie qui, comme la nôtre et malgré ses caractéristiques spécifiques, est une économie capitaliste.

* * *

Le capitalisme moderne

a) Dans une économie moderne, planifiée ou non et malgré l'existence, comme c'est le cas en France, d'un secteur nationalisé relativement étendu dans les domaines de la production de l'énergie, des transports et des services bancaires et financiers, *l'entreprise privée* reste le *mode de production dominant, l'élément de base du système économique*. En d'autres termes, l'entreprise privée, surtout la grande entreprise, exerce une influence déterminante dont dépendent, dans une très large part, le taux de croissance de l'économie, l'orientation de la production ou, si l'on préfère, la détermination des normes de consommation, au-delà des correctifs apportés par l'Etat la répartition des revenus et enfin l'équilibre économique inter-régional.

b) L'économie moderne est une économie de grands ensembles — c'est là la source de la puissance des Etats-Unis et de l'Union Soviétique: un espace immense, une population nombreuse, des ressources naturelles abondantes et variées.

Les économies de moyenne importance sont conduites soit à s'ouvrir vers l'extérieur pour y rechercher des débouchés pour une production spécialisée et concurrentielle, soit à s'associer selon des modalités variables telles la Communauté Economique Européenne ou encore l'Asso-

ciation Européenne de Libre Echange. L'isolationnisme économique n'est plus de mise sauf lorsqu'il est imposé par une hostilité politique généralisée.

Un vaste marché est nécessaire aux entreprises capitalistes modernes pour pratiquer une « production de masse » qui leur permettra de maintenir et de majorer leurs profits et surtout de se développer, de se moderniser, ce qui requiert des investissements de plus en plus élevés et un haut degré d'innovation technique.

Donc l'économie capitaliste moderne est une économie dominée par les entreprises industrielles et financières les plus puissantes et par l'Etat, qui ne se limite pas à « régulariser » autant que faire se peut le cours de l'activité économique, mais « pèse » de plus en plus comme investisseur et comme consommateur; un état qui, contrôlé par des majorités politiques non hostiles à la logique du capitalisme, s'efforcera d'en corriger les défauts les plus apparents et les plus explosifs sans s'attaquer à la logique interne.

c) Dans une très large mesure, la concentration économique s'explique comme la condition nécessaire de l'innovation technique et donc du progrès économique, il n'est pas moins évident qu'elle a profondément modifié les mécanismes internes, et le libre jeu des lois du marché qui, selon la théorie économique classique, régissaient l'économie et son développement.

Dans une économie dominée par des oligopoles, voir par des quasi monopoles de fait, où les ententes se multiplient — partage des marchés, définition des champs d'activité et des spécialisations réciproques — la libre concurrence n'a plus les vertus qu'on lui prêtait. Elle s'exerce moins au niveau des prix qu'au niveau de l'innovation qui conduit à renouveler la production. La concurrence pratiquée par les entreprises commerciales porte moins sur des différences de prix à la vente que sur la présentation des produits, la publicité, la qualité des services après vente.

Quant aux firmes de moyenne et de faible importance, elles ne survivent et ne progressent qu'au prix d'une spécialisation accrue et, fréquemment, de l'acceptation de la tutelle de ces entreprises géantes qui sont leurs clientes.

L'ampleur et la complexité de l'appareil de production, l'interdépendance « organique » des diverses branches de production plus encore que l'enchevêtrement des intérêts et des capitaux exigent que les entrepreneurs, quel que soit le statut des entreprises concernées, confrontent leurs projets, les harmonisent. L'entreprise moderne, surtout la grande entreprise, ne fonctionne plus en fonction de décisions à court terme mais à partir de plans engageant un programme d'investissements, de recherche, de production échelonné sur plusieurs années, plans qui ne peuvent être établis avec un minimum de rigueur qu'à partir d'une information économique approfondie. La dimension « technique » des décisions à prendre, qu'il s'agisse de la production et de son organisation ou de décisions d'ordre administratif et financier, explique la montée du pouvoir des experts, des « managers » selon l'expression américaine, alors que décline l'influence de ce pseudo gouvernement démocratique de l'entreprise qu'était censé représenter le Conseil d'Administration et cela d'autant plus que le capital-action est détenu le plus souvent par une multitude de petits actionnaires.

La concentration industrielle et financière, l'affirmation croissante de l'autorité des « experts » ne signifie pas que *l'entreprise moderne ait* renoncé au profit. Celui-ci cependant n'est plus conçu comme une exigence immédiate — la rentabilité des nouvelles unités de production modernes exige souvent de longs délais — ni dans une optique malthusienne qui conduisait à majorer les prix plutôt qu'à étendre la production. Il s'agit de vendre, de vendre toujours davantage, d'où la mise en condition du consommateur; mise en condition qui tend à susciter en permanence la formation de nouveaux besoins, fussent-ils futiles; mise en condition qui est sans doute l'une des formes majeures de l'aliénation dans nos économies modernes, car elle tend à privilégier les consommations individuelles au détriment des consommations et des équipements collectifs considérés en vertu de la logique du profit comme non rentables.

Les profits que permet une production de masse sont à leur tour source de pouvoir dans la mesure où ils sont réinvestis, c'est-à-dire autofinancés dans une proportion croissante par l'entreprise elle-même qui ainsi renforce sa propre puissance.

d) La concentration industrielle et financière, la montée des « managers », le poids croissant de l'Etat se soldent par *une concentration accrue des pouvoirs de décision économique.*

La collusion du grand patronat, de la haute administration économique et financière et des représentants des partis politiques « traditionnels » est certes une réalité; mais une réalité complexe, car si la nature des questions économiques à résoudre exige la collaboration permanente de ces divers éléments, elle ne supprime en rien l'existence de motivations diversifiées correspondant moins à des clivages idéologiques qu'à la logique particulière des fonctions exercées. Ces divergences, quand elles existent, portent plus sur des questions de détail, sur l'opportunité de certaines décisions et sur des oppositions d'intérêts particuliers, car, par ailleurs, il semble que l'accord soit quasi général pour ne pas remettre fondamentalement en cause les structures et la logique du système économique.

Aux pouvoirs des oligopoles, à l'influence croissante de l'appareil politico-administratif, s'opposent des *contre-pouvoirs*: Syndicats ouvriers et agricoles, groupements de consommateurs en Amérique du Nord, en Europe s'y ajoutent des partis politiques qui refusent, souvent « théoriquement », le système économique et politique.

Les économistes libéraux américains, dont Galbraith est le chef de file, semblent sur-estimer l'influence de ces « pouvoirs compensateurs ». Le mouvement syndical américain s'attaque plus aux effets qu'à la logique du système économique qu'il conteste localement au niveau de chaque entreprise où il est implanté. Essentiellement acquisitif, ses revendications s'orientent autour de trois axes principaux: L'augmentation du niveau des rémunérations, l'amélioration des conditions de travail, la préservation de l'emploi. — Le syndicalisme américain est essentiellement un syndicalisme de groupe et non de classe. — Au-delà des déclarations de principe sur la solidarité ouvrière, il profite aux syndiqués, c'est-à-dire aux travailleurs couverts par une convention collective, soit environ 30% de la classe ouvrière et cela dans la mesure où la situation économique de l'entreprise le permet. Ni sa philosophie de l'action, ni sa stratégie, ni son organisation, ni la conception nord américaine des relations industrielles ne lui permettent de s'ériger en un « contre pouvoir » effectif susceptible de remettre en cause la logique même du capitalisme moderne. Ceci est d'autant plus lourd de conséquences que, sans une politique d'ensemble, il est impossible de corriger les disparités de revenu, de promouvoir une politique de l'emploi fondée sur une nouvelle répartition de la main-d'oeuvre entre les branches et les secteurs de l'activité économique, d'assurer la protection sociale des travailleurs.

Le syndicalisme d'entreprise est une solution dépassée à l'époque d'une économie de grands ensembles.

Quant aux groupements de consommateurs, leur action sans être négligeable, porte plus sur un contrôle de la qualité des produits et sur une amélioration du pouvoir d'achat par une pression très relative sur les prix que sur l'ouverture d'un débat sur le « comment vivre » sur les finalités de l'expansion, débat qui conduirait notamment à une prise de conscience plus aiguë du déséquilibre existant entre les consommations individuelles et les consommations collectives.

En Europe, la contestation du système économique et politique est apparemment plus vigoureuse: Les syndicats affichent des préoccupations idéologiques plus marquées et plus critiques à l'égard du capitalisme moderne. Ils sont, du moins en principe, animés par une vision globale et valorisante de la société à promouvoir. — Mais au-delà de l'opposition entre révolution et réforme, la survivance des anciennes traditions et le poids des mythes hérités d'un passé certes glorieux, compromettent le renouvellement de la stratégie de l'action qu'exige une contestation efficace et positive du capitalisme moderne. Le débat opposant en permanence les partisans de la contestation et ceux de la participation, les réflexes de la classe ouvrière et ses traditions culturelles qui l'invitent à lutter en priorité contre les formes d'aliénation liées au salariat et à ne pas accorder à la société de consommation et aux nouvelles formes d'aliénations qu'elle comporte l'importance qu'il convient, l'éternelle querelle entre les partisans d'un relai politique et ceux de l'action syndicale directe, et surtout « l'éclatement de la classe ouvrière » à partir de la plus grande diversification des statuts socio-économiques, ces multiples facteurs divisent la force et le syndicalisme ouvriers.

Ces quelques constatations s'appliquent également aux partis politiques européens. — Pour avoir sous-estimé la capacité de progresser et le dynamisme interne des sociétés capitalistes modernes, le Mouvement communiste européen s'est condamné à un isolement dont il ne sort à peine alors que la « coexistence pacifique » et l'accès progressif des sociétés européennes à ce que les américains appellent « l'Affluent Society » atténuent considérablement la probabilité d'une remise en cause radicale et brutale du capitalisme et la possibilité d'une prise de pouvoir « populaire ». La Sociale Démocratie européenne ne peut espérer accéder au pouvoir qu'au prix de concessions majeures qui lui interdisent en pratique de remettre en cause la répartition du pouvoir

économique. Cet échec, comme celui du Mouvement Communiste, ne sont cependant que relatifs, car indirectement l'Europe leur doit, outre l'existence d'un débat permanent sur la logique et les finalités de la société capitaliste moderne, une politique « sociale » qui n'a pas son équivalent en Amérique du Nord et qui contribue à rendre plus supportables les tensions inhérentes au système économique et politique.

* * *

Regard sur l'expérience française de planification

C'est par rapport à ces quelques points de repères esquissés à grands traits, qu'il faut tenter d'examiner la portée du modèle occidental de planification, dont l'expérience française est l'exemple le plus achevé. Cette démarche s'articulera autour de trois questions: La planification entame-t-elle le pouvoir de l'entreprise privée et celui croissant de la technocratie administrative? Dans quelle mesure la planification transforme-t-elle les structures et le fonctionnement du système économique? Dans quelle mesure le débat sur la planification et la participation des syndicats ouvriers et paysans et d'autres organisations à l'élaboration du plan, ouvrent-ils de nouvelles perspectives et entraînent-ils un renouvellement de la stratégie de la lutte sociale?

La première question se rapporte à la répartition du pouvoir dans une économie moderne, la seconde complémentaire de la première, aux effets du plan mesurées non seulement par les catégories habituelles de la comptabilité nationale mais en terme de sociologie des décisions, la troisième question, enfin, pose le problème des finalités et de la démocratisation du plan comme moyen et comme enjeu de la lutte sociale.

Une première erreur d'interprétation doit être corrigée par avance. Le plan français n'est pas et n'a jamais été comme l'étaient, du moins au départ, les nationalisations un élément de « politique socialiste » injecté dans une économie capitaliste. Il n'en contredit nullement la logique mais la renforce à bien des égards, notamment, en conférant aux décisions économiques plus de cohésion et de rationalité. Les « aspects sociaux » des deux derniers plans français ne sauraient faire illusion, ce sont essentiellement des mesures « d'auto protection », « des antidotes », qui permettent d'atténuer les tensions inévitablement suscitées par une croissance relativement rapide, ce qui ne réduit en rien leur intérêt et leur utilité.

Cependant, le bilan est loin d'être aussi négatif qu'il pourrait paraître à première vue; le plan en tant que débat sur l'expansion et malgré son caractère indicatif, incite en permanence les divers agents de l'économie, surtout le patronat, l'état et les syndicats, à s'interroger sur les conditions et les finalités du développement économique, à apprécier avec plus d'objectivité le coût économique et social des politiques qu'ils préconisent et à mieux mesurer le champ des options possibles compte tenu des moyens disponibles et cela en confrontant en permanence leurs points de vue et leurs options réciproques. Ce débat est évidemment tranché par le rapport des forces en présence.

Le caractère indicatif de la planification, le respect de l'autonomie décisionnelle de l'entreprise privée et les écarts que la politique économique et sociale du gouvernement peut accuser par rapport aux objectifs du plan, conjuguent leurs effets pour empêcher que le plan soit « l'ardente obligation » qu'évoquait le Président de Gaulle. — Cependant les résultats du plan importent moins que son existence même. — L'intérêt de ce paradoxe que ceux, que préoccupe l'efficacité économique immédiate, considèrent comme un non-sens, réside dans l'amorce de comportements économiques nouveaux qui aboutissent à substituer aux mécanismes aveugles du marché et à l'opposition des stratégies à court terme l'élaboration consciente de projets mieux fondés et spécifiques à chaque groupe, ceci dans une perspective pluraliste qui ne supprime pas les antagonismes sociaux mais leur confère une signification plus objective permettant de mieux préciser les zones d'accords possibles.

L'ÉVOLUTION DE L'EXPÉRIENCE FRANÇAISE DE PLANIFICATION: UN FAIT NOUVEAU, L'INTÉGRATION DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE DANS LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE, UNE CONSTANTE, LE RESPECT DE L'AUTONOMIE DÉCISIONNELLE DE L'ENTREPRISE PRIVÉE

Une première confirmation de ce point de vue peut être apportée par un examen rapide de l'évolution de l'expérience française de planification:

En favorisant les investissements, financés dans une large mesure, grâce à « l'aide » américaine et dirigés vers les secteurs de base de l'économie — énergie, transports, industrie lourde, industries mécaniques — et cela quel que soit le statut des entreprises concernées, privées ou nationalisées, les premiers plans français ont permis d'accélérer la reconstruction de l'économie nationale dévastée par la guerre.

Ensuite, dans une seconde étape, le plan français s'est progressivement « globalisé ». Il se présente alors comme un ensemble d'objectifs généraux correspondant à un taux de croissance considéré comme optimum et d'objectifs détaillés par secteurs et par branches d'activité, objectifs cohérents, compatibles entre eux, intégrés aux équilibres fondamentaux à promouvoir.

Le plan est d'abord un guide pour l'action avant d'être un ensemble de mesures incitatives gouvernementales. En tant qu'ensemble cohérent de projections, il permet des décisions fondées sur un plus haut degré de probabilité, des décisions plus rationnelles et susceptibles de promouvoir une croissance économique harmonieuse.

Ainsi, la fonction essentielle du plan en est une d'information économique. Le plan se présente comme une étude du marché menée à l'échelle de l'ensemble de l'économie nationale. Le plan est aussi un programme d'action plus précis pour le secteur nationalisé, les administrations publiques et la politique sociale du gouvernement. C'est cette phase de l'évolution du plan français qu'a analysée Pierre Bauchet dans son livre intitulé *La planification française quinze ans d'expérience*.¹

Il semble que l'expérience française de planification s'achemine actuellement vers une troisième phase de son évolution. L'instauration du Marché Commun est une nécessité s'inscrivant dans la logique de l'extension des dimensions de l'activité économique moderne, elle permet la constitution d'un vaste espace économique requis par le développement des forces productives. Le Marché Commun est d'abord cela avant d'être le pari politique de ses fondateurs. La preuve en est que l'unité économique de l'Europe progresse rapidement alors que son unité politique reste à faire, la politique étrangère gaulliste n'étant pas la seule cause de ce déséquilibre.

L'instauration du Marché Commun, l'ouverture progressive des frontières accompagnée par la mise en place d'une barrière tarifaire extérieure et commune, se font dans un climat de libéralisme économique interne plus marqué, dominé par la course aux investissements parfois aux surinvestissements, course dans laquelle les capitaux américains jouent un rôle non négligeable. Ces conditions nouvelles exigent une

(1) PIERRE BAUCHET, *La planification française — quinze ans d'expérience*, Paris, Editions du Seuil, 1962. 317 pages.

adaptation du plan français aux exigences d'une économie plus ouverte, adaptation d'autant plus délicate que l'Allemagne Fédérale, le partenaire le plus puissant de la France au sein du Marché Commun, semble hostile à toute tentative de planification, fut-elle purement indicative. — L'on comprend que dans ces circonstances le Ve plan français propose comme objectif la constitution ou le renforcement, lorsqu'ils existent déjà, d'un petit nombre d'entreprise ou de groupes de taille internationale, capables d'affronter les groupes étrangers dans les domaines où s'établit la concurrence.

Les possibilités techniques de ces grandes entreprises et de ces groupes de taille internationale doivent être telles qu'elles puissent non seulement répondre dans de bonnes conditions à l'évolution de la demande, mais faire face avec succès à une pression accrue de la concurrence étrangère. Les actions préconisées par le cinquième plan sont indissolubles de l'ensemble des actions portant sur les structures commerciales et financières et en fin de compte sur la taille et la solidité des entreprises. L'Etat doit veiller à ne pas compromettre leurs chances par des charges ou des contraintes plus fortes que celles des industries concurrentes, elles doivent elles-mêmes réaliser, dans la majorité des cas, une concentration beaucoup plus poussée de leurs moyens techniques, commerciaux ou financiers. Dans beaucoup de secteurs, ces concentrations devraient conduire à la constitution d'un nombre restreint d'entreprises pouvant aller exceptionnellement jusqu'à la création d'un groupe dominant unique, ce qui ne saurait, en raison de l'ouverture des frontières, avoir les mêmes inconvénients que dans un régime protectionniste. L'Etat encouragera les opérations de concentration tendant au but poursuivi, car sans l'existence d'un nombre suffisant de groupes de taille internationale capables de fournir à l'industrie française une armature solide, il serait imprudent d'escompter qu'elle puisse continuer à conserver une suffisante indépendance. — L'Etat intervient donc directement pour intensifier le processus de concentration.

Comme les plans précédents, le Ve plan assigne à l'économie française des objectifs d'ensemble pour la période allant de 1965 à 1970, détaille ces objectifs par secteurs et par branches d'activité économique et les assortit d'un début de programmation en valeur. Mais au-delà de ces quelques considérations d'actualité, *la question posée est celle du devenir, voir même de l'existence d'un plan français dans une économie européenne qui en 1970 sera unifiée.* Cette évolution prochaine intéresse au plus haut point le Canada, car le succès ou l'échec du Ve plan français sera riche d'enseignements sur la possibilité, la portée et les

effets d'un plan indicatif dans une économie de type capitaliste largement ouverte sur l'extérieur. Dès à présent, l'innovation est importante. Le Ve plan est assoupli en raison de la multiplication des aléas liés notamment à l'ouverture des frontières dans le cadre du Marché Commun. Dans son rapport préliminaire, le Commissaire Général au plan évoque ces aléas susceptibles de compromettre l'exécution du Ve plan, tels, d'une part l'apparition de seuils inflationnistes correspondant à des hausses de prix trop rapides, à une dégradation excessive de la balance commerciale et de la balance des paiements ou encore à un accroissement trop rapide de la masse monétaire, ou, d'autre part, et à l'inverse, correspondant à l'apparition de seuils récessionnistes correspondant à un taux d'expansion trop bas, à un chômage trop élevé. Puis, Monsieur Pierre Masse évoque la difficulté d'élaborer et d'exécuter le plan, en raison *de la limitation croissante des pouvoirs de décisions nationaux* due à l'ouverture des frontières et à la mise en place des politiques communes. En effet, l'application du Traité de Rome limitera les moyens d'intervention que l'Etat et l'Administration Economique utilisaient par le passé pour orienter et infléchir le développement économique. La stratégie des grandes entreprises françaises sera de plus en plus déterminée en fonction de considérations internationales, dans la mesure surtout où la liberté du Mouvement des capitaux tendra à des croisements d'intérêts débordant le cadre national.

Il ne s'agit pas de changer l'esprit du plan, lit-on dans le rapport préliminaire, mais d'accepter les faits non pas les facilités. La base du plan sera une projection établie après une exploration aussi large que possible des aléas à affronter, d'où sera extrait un ensemble d'objectifs à atteindre par un ensemble d'actions. Le complément de ce double ensemble sera une stratégie à mettre en oeuvre au cas où l'évolution réelle de l'économie présenterait, par rapport aux objectifs visés, des écarts importants, défavorables et non compensés par ailleurs. Le plan achèvera de se définir par une volonté de réaction à l'événement.²

Deux remarques avant de conclure sur ce point. — La première pour souligner que la portée et l'efficacité du plan français demeurent incontestables sinon contestées. Le tableau suivant, publié par le Conseil Economique du Canada en 1965 indique que les performances de l'économie française sont inférieures à celles des économies japonaise, allemande, italienne, économies non planifiées.

(2) D'après la Revue *Formation* de la CFDT, janvier-février 1961, « Le 5e Plan », pp. 9 à 62.

CROISSANCE DE LA PRODUCTION RÉELLE ET DU VOLUME DES EXPORTATIONS
1953-1963³

	Rang		Taux de croissance changements annuels en %		Valeur des exportations en % du P.N.B. 1963
	Croissance du P.N.B.	Croissance des exportations	P.N.B.	Exportations	
Japon	1	1	9.1	16.8	9
Rép. Féd.	2	3	6.4	11.7	15
Italie	3	2	6.1	14.5	11
France	4	4	4.7	8.4	11
Suède	5	5	4.1	8.2	20
Canada	6	6	3.5	4.3	16
U.S.A.	7	8	2.9	2.9	4
G. Bret.	8	7	2.7	3.3	14

La seconde remarque pour souligner le *caractère indicatif du plan*, destiné à inciter, à convaincre mais non à contraindre l'entreprise privée dont le pouvoir de décision est en définitive respecté. Plus encore, il apparaît clairement dans la phase actuelle de l'évolution du capitalisme français que le plan renforce l'entreprise et les intérêts privés dominants, dans la mesure où l'Etat favorise la concentration et finance à partir de son budget une fraction croissante du « coût social du développement », travaux d'infrastructure, recherche scientifique et technique, émissions d'obligations et d'emprunts garantis par le gouvernement, etc..., et cela sans imposer pour autant aux firmes privées des politiques prédéterminées. L'Etat capitaliste moderne n'est pas démuné de moyens d'intervention dans l'ordre économique; aux moyens classiques, tels la politique fiscale et monétaire, s'ajoute l'arsenal des mesures légales et administratives sans omettre, dans le cas de la France, l'existence d'un secteur nationalisé puissant. Quoi qu'il en soit, le débat opposant les partisans d'un plan indicatif et ceux d'un plan plus astreignant est moins d'ordre économique que politique car il engage différentes conceptions du rôle et des fonctions économiques de l'état, du fondement, de l'attribution et de la répartition du pouvoir économique.

L'intérêt de l'expérience française de planification, malgré son caractère indicatif est ailleurs. Le plan exerce en effet une triple fonction positive: en premier lieu comme source d'information et de prévisions économiques permanentes, ce qui justifie les expressions à la

(3) Conseil économique du Canada, *Premier exposé annuel*, « Objectifs du Canada pour 1970 », décembre 1964, Imprimeur de la Reine, p. 83.

mode en France « Le plan réducteur d'incertitude », « le plan ou l'anti hasard », « le plan tableau de bord de l'économie ». — En second lieu, comme incitateur d'une croissance équilibrée et comme correctif des tensions inévitablement liées au développement économique — en troisième lieu comme enjeu d'un débat collectif sur l'avenir de l'économie.

LE PLAN COMME SOURCE D'INFORMATION ET DE PRÉVISION ÉCONOMIQUE

Le bon fonctionnement d'une économie moderne suppose une information précise, détaillée et prévisionnelle. Le coût élevé des investissements, leur localisation, la détermination de leur rentabilité dans l'espace et dans le temps, l'interdépendance des différentes branches de la production et des divers facteurs de la croissance, la nécessité d'éviter la formation de goulots d'étranglement susceptibles de compromettre l'équilibre général du développement requièrent une harmonisation des projets et des politiques, qu'il s'agisse d'initiatives privées ou gouvernementales. L'on pourrait évoquer à l'appui de cette thèse de multiples exemples tels ceux-ci: Il est évident que l'industrie chimique forme de plus en plus un tout « organique » structuré à partir des traitements de produits de base et de leurs sous-produits — une politique de main-d'oeuvre efficace ne peut avoir pour seul objectif d'assurer et d'améliorer « la formation générale » des intéressés mais de promouvoir une main-d'oeuvre adaptée à l'évolution qualitative et quantitative de la demande sur le marché du travail, ce qui est impossible en l'absence de « projections ».

L'accord est général en Occident sur la nécessité d'une telle information. Aux techniques classiques relevant d'une conception surtout analytique de la comptabilité nationale, sont venues s'ajouter une multitude de recherches, d'un type nouveau, essentiellement prévisionnelles, complétées par la généralisation des études des marchés.

Le progrès des connaissances économiques, l'affinage et la diversification des méthodes d'analyse économique depuis la fin de la seconde guerre mondiale constituent un puissant facteur de stabilisation des fluctuations économiques conjoncturelles en permettant aux pouvoirs publics de pratiquer une politique anticyclique moins aléatoire qu'autrefois parce que fondée sur une intervention plus rapide et plus efficace. Elles permettent aux entrepreneurs de fonder leurs décisions sur les

données plus objectives que leurs réactions psychologiques qui, par le passé, les ont fréquemment entraînés à majorer les évolutions en cours, tant en période d'expansion qu'en période de recession.

Cependant, l'expérience française de planification ajoute à la prévision et à l'analyse économiques contemporaines une dimension supplémentaire; *elle assure une large diffusion de l'information disponible*, qui sinon demeurerait la propriété des seules organisations disposant des moyens requis pour assurer le financement des recherches nécessaires.

Ce point est d'une extrême importance car le comportement économique des agents de l'économie dépend dans une très large mesure de la qualité de leur information. La recherche économique nécessite des moyens de plus en plus amples et de plus en plus onéreux mesurés en termes de spécialistes et d'équipement. De surcroît, l'éclatement de « l'économie » en disciplines plus spécialisées et l'apport des sciences sociales connexes exigent une vision synthétique perpétuellement renouvelée, actualisée. L'activité des différents centres de recherches doit donc être coordonnée et leurs conclusions provisoires confrontées en permanence. Faute d'une information suffisamment élaborée, précise et détaillée, les syndicats ouvriers et agricoles, les partis politiques de l'opposition, les groupements de consommateurs ne peuvent pas opposer aux choix et aux décisions gouvernementales des contre-choix cohérents tenant compte des aspirations de leurs membres. Ils sont donc voués à une critique qui, le plus souvent, ne peut déboucher sur des alternatives, sur la formulation de contre-propositions valables, quand ils ne cèdent pas à la tentation d'une démagogie facile mais qui, à terme, démobilise leurs membres en l'absence de résultats tangibles.

La première condition de la démocratie économique est la démocratisation de l'information économique qui ne saurait être une justification à posteriori des politiques gouvernementales mais une information aussi objective que possible et précisant pour l'ensemble des citoyens la nature et l'enjeu des choix susceptibles d'engager l'avenir. *En associant les principaux agents de l'économie à l'analyse des informations disponibles, elle leur permet de mieux prendre conscience des conditions du progrès économique, de ses exigences, de son coût, de sa nécessité.*

Les commissions du plan, commissions verticales et horizontales où sont représentés les différents agents de l'économie peuvent être consi-

dérées comme une institutionnalisation des pratiques que François Blochlainé définit comme caractéristiques de l'économie concertée: soit

« un régime dans lequel les représentants de l'Etat (ou des collectivités secondaires) et ceux des entreprises (quel que soit le statut de celles-ci) se réunissent de façon organisée pour échanger leurs informations, pour confronter leurs prévisions et pour ensemble, tantôt prendre des décisions, tantôt formuler des avis à l'intention du gouvernement. » ⁴

De telles procédures ne suppriment ni les conflits ni les antagonismes entre les classes et les groupes sociaux. Des discussions entre les représentants de l'administration, des syndicats des entreprises privées et nationalisées naissent moins un accord réel, qui d'ailleurs serait remis en cause par l'inégale répartition du pouvoir de décision dans un plan qui reste indicatif, qu'une conscience plus aiguë de la nécessité d'un armistice provisoire entre les groupes et des conditions de la croissance. En clarifiant le champ des possibles et en indiquant leur coût réciproque, le plan est donc « le réducteur d'incertitude » qu'évoquait Pierre Massé.

LE PLAN COMME CORRECTIF

Dans une économie capitaliste moderne, dans une économie de grands ensembles dominée par les groupes industriels et financiers les plus puissants, le plan en tant que projet collectif de développement se présente simultanément comme un ensemble de correctifs destinés à atténuer inévitablement les tensions suscitées par la croissance économique. Ce dernier point est en soi positif; il permet également de mieux saisir la stratégie des groupes « patronaux » dominants, stratégie visant sans cesse à renforcer leurs pouvoirs qu'il s'agisse de l'autonomie décisionnelle de l'entreprise privée dont l'autofinancement est un élément déterminant ou de s'assurer de la « coopération » effective des pouvoirs publics.

Ces orientations débouchent sur une définition nouvelle du rôle et des responsabilités réciproques de l'entreprise privée et de l'Etat. Les activités économiques les plus rentables seront réservées à l'entreprise privée qui ne manquera pas, le cas échéant, de solliciter l'aide des pouvoirs publics et l'obtiendra fréquemment tandis que l'Etat inter-

(4) *A la recherche d'une économie concertée*, Les Editions de l'Epargne, Paris.

viendra de plus en plus directement dans l'économie pour financer notamment une part croissante des dépenses dites improductives, représentant soit des investissements dont la rentabilité se mesure difficilement en termes monétaires puisqu'ils ne sont pas des occasions de profits immédiats (éducation, politique sociale, etc...) soit un ensemble de mesures destinées à remédier aux déséquilibres structurels d'autant plus accusés que la croissance est plus rapide.

Cette stratégie des groupes capitalistes dominants pourrait être illustrée par cette citation empruntée à J. Ferry, président du syndicat de la Sidérurgie et de la Commission des entreprises privées du Conseil National du Patronat Français (C.N.P.F.) qui, après avoir dénoncé « L'économie mixte » comme une conception équivoque, ajoutait:

« Il y a également un autre moyen d'aller dans le sens de ce que peut vouloir un Etat Moderne, sans porter atteinte à la vie même de l'entreprise privée et à ses responsabilités propres, c'est d'émettre des *contrats de service*... On peut imaginer qu'une entreprise privée à un instant donné ait deux activités distinctes : L'une qui correspond à sa vocation normale dans laquelle elle conserve l'intégrité de son pouvoir, de sa responsabilité et de ses profits ; et l'autre pour laquelle dans la forme, d'un contrat de service avec l'Etat elle s'engage à accomplir certaines tâches qui ne retiennent pas la rentabilité comme critère dominant. » ⁵

Parmi les facteurs susceptibles de renforcer le taux de croissance économique, le Ve plan français met l'accent sur la formation professionnelle, la recherche scientifique et technique, les investissements dans l'enseignement, l'accroissement de la productivité. De même le plan préconise dans certains domaines où l'Etat détient en vertu des nationalisations des positions très fortes comme la production énergétique, les transports et les télécommunications une politique d'investissement et de développement qui devrait favoriser la croissance globale de l'économie. La politique d'emploi préconisée par le Ve plan ne prévoit aucune diminution substantielle de la durée du travail, elle tend à relever le niveau de qualification de la main-d'œuvre et à l'adapter à l'évolution prévisible de la répartition de l'emploi, le Fonds National de l'Emploi devant favoriser les mesures de reconversion de la main-d'œuvre qui s'imposent. Des investissements d'un montant considérable seront nécessaires pour assurer une scolarisation satisfaisante des jeunes et l'accès à l'Université de la vague des générations de l'après guerre.

(5) Cité par la Revue *Economie et Politique*.

Mais le rôle « correcteur » du plan apparaît surtout à travers deux séries de mesures: Les premières se rapportent à la politique d'aménagement du territoire, dont la raison d'être est de remédier aux disparités interrégionales croissantes, la seconde comprend un ensemble de mesures destinées à assurer une répartition plus équilibrée des fruits de l'expansion.

Une politique d'aménagement du territoire est d'autant plus nécessaire que la décentralisation industrielle s'est fortement ralentie malgré les importants avantages financiers accordés par le gouvernement aux entreprises privées désireuses de s'implanter dans les régions déprimées.

La Commission d'aménagement du territoire a conclu que l'évolution spontanée de l'équilibre interrégional sera déterminée dans les vingt années à venir par trois tendances fondamentales: La croissance économique, l'ouverture des frontières et la concentration urbaine; en l'absence de correctifs appropriés, les disparités actuelles iraient s'accroissant, les entreprises cherchant à s'implanter à proximité des marchés les plus importants et des zones les plus peuplées.

Dans ces conditions, l'aménagement du territoire est défini comme la mise en oeuvre coordonnée d'un ensemble d'actions qui ne doivent jamais revêtir un caractère antiéconomique, qui ne peuvent toutefois s'inspirer uniquement du souci de la rentabilité immédiate et qui doivent être résolument anticipatrices. Il s'agit de réaliser avec une suffisante avance les investissements qui auront un effet d'entraînement sur le développement économique.

La politique d'aménagement du territoire est donc destinée à corriger la spontanéité des mécanismes et des conditions qui dans une économie capitaliste moderne régissent l'implantation d'activités économiques nouvelles. — Elle se justifie par l'affirmation de valeurs telles que le droit à un niveau de vie décent, l'accès à la culture et aux équipements collectifs qui nécessitent une infrastructure économique suffisamment développée. Mais cette démarche a ses limites et ces limites sont celles que lui imposent la logique du système économique et la répartition des pouvoirs qui le caractérise. « L'aménagement du territoire doit être conçu pour une économie ouverte. Il doit respecter sa compétitivité: A cet effet, il faut éviter toute localisation nouvelle d'activités productrices qui serait défavorable au développement des échanges extérieurs à cause d'un niveau trop élevé des coûts de produc-

tion ou de transport; il faut aussi écarter les programmes d'aménagement ou d'équipement qui, au cours des prochaines années, comporteraient une dépense hors de proportion avec les charges que la nation peut accepter par comparaison avec les pays concurrents ». ⁶

Les pouvoirs publics financeront dans une large mesure les investissements destinés à promouvoir la croissance des régions économiques déprimées, tels: la modernisation des structures et des méthodes d'exploitation agricoles, la création de structures d'accueil pour les entreprises, l'équipement des zones industrielles, le développement des communications et des télécommunications, la formation de la main-d'œuvre, la conversion des activités industrielles non rentables, les services et les équipements socio-culturels. C'est dans le domaine agricole que les changements les plus amples seront nécessaires:

« Le progrès technique et la concurrence internationale obligeant désormais l'activité agricole à se concentrer dans les seules zones qui permettent une production capable de répondre aux exigences d'un vaste marché, le pourcentage du territoire rural affecté à l'exploitation agricole tendra à se restreindre par une concentration de l'activité sur les zones favorables à une production compétitive.

« Il faut donc avant tout distinguer, sur l'ensemble du territoire, les zones du territoire rural qui demeureront affectées à l'exploitation agricole intensive et celles dans lesquelles la production agricole n'est plus assez rentable pour y être maintenue.

« Le principe de cette option est clair; mais les difficultés de son application résultent du fait qu'elle suppose l'abandon progressif des politiques de soutien qui retardent l'évolution des structures.

« La politique agricole devra définir à la fois les structures d'exploitation et les orientations de production qui permettront la meilleure utilisation du territoire national. » ⁷

La politique d'aménagement du territoire tend également à renforcer le développement des régions déjà industrialisées afin qu'elles puissent affronter avec succès la compétition internationale. Pour atténuer les effets de la croissance excessive de la région parisienne, le rapport de la Commission de l'Aménagement du Territoire préconise le développement de métropoles régionales.

(6) Le Ve Plan, *Formation*, Institut confédéral d'études et de formation, C.F.D.T., France, janvier-février 1965, « Présentation du 5e Plan », p. 52.

(7) *Formation*, janvier-février 1965, « Présentation du 5e Plan », p. 54.

Le rôle correcteur du plan justifie également une série de propositions destinées à promouvoir un équilibre plus satisfaisant des « consommations collectives et des consommations individuelles », que la spontanéité du marché rompt au profit d'une progression plus rapide de ces dernières. L'accent est mis sur des besoins qui, en France, sont de plus en plus satisfaits en recourant à des modes de financement sinon collectifs du moins fortement socialisés, tels le logement, les équipements urbains, scolaires, sanitaires et sur la nécessité de reconsidérer les méthodes de financement des régimes de Sécurité Sociale, d'Allocations Familiales, de pensions de vieillesse, car dans les années à venir le volume des prestations dépassera celui des recettes.

Dans cette perspective, le gouvernement a retenu une progression de 24 à 25% pour les « consommations privées » et de 39 à 40% pour les « consommations collectives ».

Ces choix ne sont pas sans soulever d'importantes difficultés de financement qui conduiront les collectivités locales à s'endetter lourdement en l'absence d'une réforme des mécanismes régissant les fiscalités locales, le volume et la répartition des subventions accordées par l'Etat.

Un dernier point: Au cours des débats préparatoires au Ve plan, tant au Conseil Economique et Social, qu'au Parlement, le gouvernement a été conduit à préciser ses intentions en matière de politique des salaires et des revenus et à en faire part au Commissariat Général du Plan. Le revenu des agriculteurs devrait être revalorisé d'environ 2% par an, et, par rapport à la progression moyenne des revenus, les bas salaires devront être relevés, la progression des diverses catégories de revenus sera l'objet de recommandations périodiques, enfin un organisme de contrôle sera créé.

Le débat sur le plan a donc suscité une interrogation collective sur l'ordre de priorité des besoins à satisfaire. Cette interrogation a permis de prendre conscience de la nécessité de corriger le libre jeu des mécanismes du marché, nécessité fondée sur des approches et des motivations fort différentes ce qui complète les effets d'une politique sociale certes imparfaite mais qui réduit dès à présent et dans une mesure appréciable les risques de l'existence.

Certes l'application des politiques préconisées reste aléatoire en raison notamment des difficultés de financement que pourrait aggraver

un ralentissement du rythme de progression de l'économie, mais elles ont du moins le mérite d'exister. De telles mesures démontrent l'existence d'une certaine faculté d'adaptation du capitalisme moderne, faculté qu'il convient de ne pas sous-estimer.

LE PLAN COMME ENJEU D'UN DÉBAT COLLECTIF SUR L'AVENIR DE L'ÉCONOMIE

En se prononçant pour une planification démocratique de l'économie, le congrès de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens — l'actuelle Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.) a lancé le débat public sur l'expérience française de planification. Depuis 1959, l'idée a été reprise par plusieurs colloques rassemblant des syndicalistes, des universitaires et des personnalités politiques et par divers mouvements et organisations. Le plan français a donc cessé d'être l'affaire des seuls experts pour devenir l'enjeu de discussions et de prises de position publiques, qui sont à l'origine d'un lent mais réel renouvellement des attitudes, des préoccupations et des stratégies économiques des forces en présence. Ainsi, malgré l'emprise que continuent d'exercer sur la conscience collective des groupes, les anciennes motivations et les clichés idéologiques traditionnels et au-delà des conflits qui en découlent, l'on assiste actuellement à un renouvellement progressif de la problématique économique.

Les syndicats ouvriers et paysans ne peuvent plus se contenter de revendications purement quantitatives assorties de quelques déclarations de principe. Il leur faut jouer le rôle économique qui est le leur dans une société pluraliste, élaborer une critique plus fouillée des politiques gouvernementales et patronales, formuler les contre-propositions, rejeter la facilité d'une action au jour le jour pour définir leur propre conception des finalités et des objectifs à assigner à la croissance économique et de la répartition des fruits de l'expansion.

Leurs revendications s'affinent et se différencient tandis qu'ils mesurent mieux le coût économique et social de leurs revendications. Loin de « démobiliser » les syndicats, leur participation à l'élaboration du plan leur assure une information économique abondante et de qualité, leur ouvre de nouveaux champs d'action et leur permet sinon de contester efficacement le pouvoir de décision du patronat et de l'état, du moins de corriger dans une mesure, certes très relative, la logique du système économique. Cette influence est probablement plus rentable

qu'une contestation virulente et à bien des égards purement théorique tant il est vrai que la société de consommation de masse exerce un attrait puissant sur les masses. Il est vrai que cette attitude que les syndicalistes adoptent sans vouloir le reconnaître comporte des risques considérables d'intégration susceptibles d'affaiblir la puissance de ces « contre-pouvoirs » qu'ils devraient être dans une société capitaliste moderne.

De cette brève analyse, nous avons conclu que l'expérience française de planification sert surtout dans sa phase actuelle les intérêts des couches les plus puissantes et les plus dynamiques du patronat, en favorisant la concentration industrielle, en tendant à créer les conditions requises pour que l'économie française puisse affronter avec succès une concurrence internationale accrue et en assurant le financement d'une fraction de plus en plus importante du « coût social » du développement par des crédits publics ou semi publics.

Il est évident, d'autre part, que le patronat français a directement bénéficié du plan en tant que source d'information et de prévision économiques et indirectement de ses effets en tant que correctif des tensions liées à la croissance économique, tensions qui pourraient donner naissance à des conflits sociaux susceptibles de compromettre le rythme de progression de l'économie.

Pourtant le patronat ne constitue pas, et de loin, un groupe homogène; il existe en effet de grandes disparités de situation entre les grandes, les petites et les moyennes entreprises, disparités qui se mesurent en termes de pouvoir, d'influence, et susceptibles de donner naissance à des prises de position divergentes au sein des commissions du plan.

Le plan implique une remise en cause du rôle et des fonctions économiques traditionnels de l'Etat et des rapports qu'il entretient avec les principaux agents de l'économie. La participation de ces derniers aux diverses commissions du plan semble, à première vue, s'inscrire dans la perspective générale d'une démocratisation de l'économie mais pour qu'il en soit ainsi, il faudrait que les agents de l'économie aient un pouvoir de décision effectif et que le plan cesse d'être purement indicatif.

Pourtant, et cela mérite d'être souligné, l'élaboration du plan, sa discussion au Conseil Economique et Social et son adoption par le par-

lement fournissent à l'administration et au gouvernement, du moins dans les deux premiers cas, l'occasion de consulter les principaux agents de l'économie, ce qui leur permet de mieux mesurer les aspirations économiques des organisations et des groupes en présence et de déceler les tensions qu'il est urgent de résorber.

C'est surtout au niveau de la conception des relations entre l'exécutif et le législatif et de la définition de leurs rôles réciproques que les incidences du débat sur la planification sont les plus importantes. En raison de sa « technicité », l'élaboration du plan ne saurait être assurée par le parlement qui doit néanmoins être appelé à se prononcer sur ses orientations générales et à contrôler son exécution. Celle-ci requiert par ailleurs des majorités politiques stables, ne serait-ce qu'en raison de la nécessité de ne pas remettre en cause l'équilibre des moyens de financement assurés par l'Etat.

La logique du plan s'inscrit dans le sens d'un renforcement de l'Exécutif. Une majorité, un plan, une législature, dit-on. Les exigences de la Démocratie appellent simultanément un renforcement des pouvoirs de contrôle; certains proposent une réforme des méthodes de travail parlementaire, d'autres fondent leurs espoirs sur une extension du rôle des commissions du plan et du Conseil Economique et Social, d'autres encore préconisent la formation d'un « Sénat économique et social » où seraient représentées outre les communautés locales et les régions, les principales organisations socio-économiques, cette dernière solution comporte des risques évidents de néocorporatisme.

Conclusion : Stratégie devant le plan

La planification reste avant tout une technique au service d'une politique et d'objectifs économiques et sociaux à définir au préalable. La planification peut être plus ou moins démocratique selon qu'elle implique une participation plus ou moins large de la population et des organisations à l'élaboration et à l'exécution du plan. En tant que technique, la planification peut être au service de politiques et d'objectifs fort différents.

La planification n'est que formellement démocratique dans la mesure où les forces populaires et notamment les syndicats ouvriers et agricoles ne disposent pas d'une force de pression suffisante pour contrebalancer l'influence dominante des éléments dominants du secteur privé et des technocrates gouvernementaux.

Le véritable défi posé par la planification aux forces populaires est celui de *l'élaboration d'une stratégie cohérente*, susceptible d'imposer une politique économique qui ne soit pas le reflet des intérêts et des forces qui dominent le capitalisme moderne et permette, tout en respectant les exigences d'une économie moderne, d'orienter celle-ci vers la réalisation d'objectifs autres que ceux inspirés par la logique du profit et de la puissance.

La première tentative, dans les circonstances actuelles, serait celle du refus catégorique de toute forme de participation justifiée par une vision révolutionnaire. Cependant, cette stratégie de la contestation globale et systématique nous semble condamnée à l'échec au sein d'une société industrielle évoluée, où la condition de l'ouvrier et du paysan se diversifie et se transforme tout en laissant subsister de multiples formes d'aliénation, où les détenteurs du pouvoir économique et politique ont appris « à faire des concessions » lorsque les tensions sociales s'aggravent.

La seconde tentative serait celle d'une participation inconditionnelle qui équivaldrait à accepter de perpétuer le système économique dans son équilibre et sa logique actuels, au prix de quelques améliorations mineures.

La solution de ce dilemme est sans doute dans une participation « conditionnelle » susceptible de se muer, le cas échéant, en une contestation lucide. Cependant, sa réalisation est d'autant plus délicate que les masses populaires sont fort mal informées de la complexité des choix économiques à effectuer et de leurs coûts. C'est pourquoi une action « offensive » de la gauche, partis et syndicats, suppose en premier lieu un renforcement de la « formation » et de l'information; ce sont là les conditions indispensables d'une participation des organisations concernées pour qu'elle ne se solde pas par une intégration de leurs dirigeants.

MODERN CAPITALISM AND PLANNING: SOME THOUGHTS ON FRENCH EXPERIENCE

Systematic planning, even though flexible and indicative, is frequently considered as one of the decisive elements of a « socializing » economical policy. The French experience may be given as an example of the contrary.

Modern economies are large scale economies where the private enterprise is the prevalent means of production. One cannot explain concentration only by the search of power and profit but also by the requirements of a mass production whose place is only in a large market. These modern economies are also integrated economies : development requires the harmonization of programs and projects between the predominant enterprises and also necessitates proper measures to reduce tensions brought by the development itself. In front of the growing power of oligopolies and of the political administrative influence, the counterpowers, as the labor unions or the consumers' organizations, have a limited efficiency.

These are the important issues which lead to a further investigation of the impact of systematic planning. Does it break into the power of the private enterprise? To what extent does it transform the structures and the operation of the economy? To what extent does the debate on organized planning and participation of economic agents in the elaboration of the « plan » bring a renewal of the socio-economic attitudes and strategies on the social front? A reflexion, even shallow, on the French experience should allow us to bring an answer to these questions.

In the present phase, the Fifth French « plan » far from doubting of the logic of a capitalist economy, is a deliberate factor of concentration and modernization. The « plan » tends to prepare the French economy to face the challenge brought by its integration in the Common Market. But paradoxically, the coming complete fusion of the economies of the six countries, members of the European Economic Community, added to the establishment of common policies limit the scope of the national « plan ».

It seems that the French « plan » fulfills a triple positive function :

a) As a source of information and economic forecast the « plan » guarantees more coherence to the governmental directives and especially to the entrepreneur's decisions. This information widely broadcasted allows everyone to acknowledge the conditions of economical progress, its exigencies and its necessities. Information is the necessary condition of a « concerted economy » defined in the following terms by Mr. François Bloch Lainé :

« Un régime dans lequel les représentants de l'Etat (ou des collectivités secondaires) et ceux des entreprises (quel que soit le statut de celles-ci) se réuniront de façon organisée pour échanger leurs informations, pour confronter leurs prévisions et pour ensemble tantôt prendre des décisions, tantôt formuler des avis à l'intention du gouvernement. »

b) The « plan », as a corrective, tends to reduce the tensions inevitably brought by the economic development. The policy of land development tends to slow down and, if possible, to reduce the interregional disparities and disequilibrium. It is based on many different measures, going from an administrative reform to many governmental intervention in the fiscal field... without leaving aside the contribution of the state in the financing of the infrastructural development conducive to the emergence of bringing new enterprises in the lagging areas.

But, it is in the agricultural sector that the changes are the biggest. In the Common Market, the French agriculture, in order to face the active competition, must move into specialization and revamp its cultivation methods. In the present role, the « plan » seeks a more satisfying equilibrium between individual and collective consumptions, equilibrium broken by the spontaneity of the market which tends to privilege the kind of consumption susceptible to realize more profits.

c) As the *Stake* of a collective debate, the « plan » leads to the confrontation of the economic agents' projects, attitudes, and desires to the extend to which the development depends upon their accounts. The « plan » tends to institutionalize practices and a type of group relationship that, without looking for a consensus, allows them to have a better idea of the stake and of the consequences of the conflicts that could divide them.

UNE POLITIQUE GLOBALE DE MAIN-D'OEUVRE ?

Une politique globale de main-d'oeuvre (ANDRE RAYNAULD). Nature et contenu d'une politique globale de main-d'oeuvre (ROLAND PARENTEAU) ; Commentaires (JEAN-GERIN LAJOIE), (FRANÇOIS CLEYN). Mise en oeuvre d'une politique globale de main-d'oeuvre (LAURENT BELANGER) ; Commentaires (MARCEL PEPIN), (JEAN BRUNELLE). Politique de main-d'oeuvre et négociation collective (PIERRE-PAUL PROULX). Politique fédérale et politique provinciale de main-d'oeuvre — Table ronde (PIERRE-F. COTE), (YVES DUBE), (MARCEL GUAY). Croissance économique et politique de main-d'oeuvre (LOUIS COUILLARD).

1 volume, 165 pages — Prix: \$4.00

LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL

Case Postale 2447

Québec 2

Tél.: 656-2131